

La bonne gouvernance et la croissance économique du Niger 2010 - 2020

Seyni Mamoudou^{[a],*}

^[a]PhD, Département d'Économie et de Gestion, Faculté de Droit d'Économie et de Gestion (FADEG), Université de Tahoua, Niger.

*Corresponding author.

Received 5 May 2021; accepted 2 June 2021

Published online 26 June 2021

Résumé

La bonne gouvernance fait référence à un ensemble d'interactions entre les différentes institutions du pays, telles que le gouvernement, le secteur privé, et la société civile. Également, la gouvernance décrit les processus par lesquels ces différentes institutions exercent le pouvoir au sein d'un pays donné. La plupart des économistes ont montré une relation positive entre la bonne gouvernance et la croissance économique. Une des études de Kaufmann et Kraay (2002) qui établit qu'un niveau élevé de gouvernance est nécessaire pour l'augmentation du revenu par habitant. Il existe un consensus dans la littérature que la bonne gouvernance et les institutions fortes sont fondamentales pour la croissance économique (Kaufmann et al, 2006). La bonne gouvernance a un fort effet de causalité sur le développement. La gouvernance est importante pour deux principales raisons l'une est le développement la majorité des analystes reconnaissent que la bonne gouvernance est un déterminant fondamental du développement économique et l'autre est l'efficacité de l'aide publique au développement. Le but de cette étude est d'examiner s'il n'existe aucune relation entre les dimensions de la gouvernance et la croissance économique pour le cas du Niger. La période d'étude s'étale sur 10 années (entre 2010 et 2020). La méthode quantitative est adoptée pour cette recherche. Elle permet d'examiner la liaison ainsi que sa force entre les variables discutées ci-dessus. Pour explorer la relation, deux types d'analyse sont menés : celle liée à la corrélation et l'autre sur la régression. Le coefficient de corrélation de Spearman est utilisé pour examiner la relation entre la croissance du PIB et les indicateurs de gouvernance. L'analyse de la

régression est effectuée sur une spécification basée sur le modèle d'Easterly et al. (2006). Dans leur analyse portant sur la cohésion sociale, les institutions et la croissance, Easterly et al. (2006) ont utilisé les deux modèles suivants leur permettant de vérifier en deux étapes une hypothèse selon laquelle la cohésion sociale conduit à de meilleures institutions, et de meilleures institutions à leur tour conduisent à une croissance plus élevée. Cette étude permet de comprendre la relation entre la gouvernance et de la croissance économique au Niger. Il ouvre cependant des pistes de réflexion sur les implications de la bonne gouvernance sur le dividende démographique dans la mesure où le Niger n'a pas encore amorcé sa transition démographique.

Mots-clés: Bonne gouvernance ; Croissance économique et Niger

Mamoudou, S. (2021). La bonne gouvernance et la croissance économique du Niger 2010 - 2020. *Canadian Social Science*, 17(3), 5-17. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/css/article/view/12118>
DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/12118>

INTRODUCTION

On comprend par gouvernance, la « manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion publique des ressources économiques pour le développement » (Banque mondiale, 1996). La littérature avance plusieurs explications sur les liens entre les indicateurs de gouvernance et croissance économique d'un pays. La présente étude se concentre sur ce canal particulier. Elle suppose que les indicateurs de gouvernance encouragent la croissance. La corruption par exemple affecte négativement le volume d'investissements publics productifs en détournant ces fonds publics vers des activités improductives ; son contrôle augmenterait la croissance.

Il urge donc d'améliorer la qualité de la gouvernance par les Etats en vue de permettre aux Partenaires Techniques et Financiers de financer plus librement les Etats et d'exiger la compétitivité des économies dans le cadre de la mondialisation.

Le présent étude vise à analyser la relation entre la gouvernance et la croissance économique au Niger. En dépit des efforts fournis au Niger depuis les années 1980 pour mettre en œuvre des politiques de stabilité économique et d'ajustement structurel afin d'assurer un développement économique durable, la croissance demeure globalement décevante et la pauvreté reste endémique. Cette situation a amené l'adoption d'une série de plans de développement dont la Déclaration du Gouvernement en matière de Politique de Population (DGPP). Conscient du fait que la bonne gouvernance est indispensable au renforcement de l'efficacité de l'action gouvernementale et dans la stimulation de l'investissement privé, et par conséquent de la croissance, le Niger a adossé sa stratégie de développement sur la promotion de la bonne gouvernance. L'objet de cette étude découle ainsi de l'intérêt que l'Etat nigérien accorde à la gouvernance. Les résultats devraient contribuer à l'appréciation du lien entre la bonne gouvernance et la croissance économique au Niger. Pour ce faire, nous formulons l'hypothèse générale qui est idéalement acceptée et généralement adoptée par des chercheurs qui travaillent sur les questions de gouvernance et croissance économique : « Il existe une relation positive entre les indicateurs de la gouvernance et la croissance économique ». De façon spécifique il s'agit de chercher la relation existante entre la croissance économique d'une part et la Stabilité Politique, la Citoyenneté et Responsabilité, le Contrôle de la Corruption, l'Autorité de la Loi, l'Efficacité gouvernementale et la Liberté de fonctionnement des marchés d'autre part.

1. REVUE DE LITTÉRATURE

Pendant très longtemps les théoriciens de la croissance ont essayé d'expliquer cette dernière par les dotations en capital physique et capital humain et la manière dont ces facteurs sont combinés. Par la suite les théories de la croissance endogène, ont introduit le progrès technique en plus du capital physique et du capital humain pour expliquer la croissance de long terme. Par conséquent, au regard de ces théories, la théorie de rattrapage économique devait s'appliquer pour un bon nombre de pays Africains qui sont bien dotés en capital physique et relativement en capital humain. Cet échec des théories contemporaines à expliquer le décollage tardif de certains pays en particulier d'Afrique riches en ressources, ont permis l'émergence de nouvelles écoles comme celle de l'économie institutionnelle. Selon, les théoriciens de l'économie institutionnelle les contraintes structurelles telle que la gouvernance peut impacter négativement le PIB potentiel.

La gouvernance est un facteur important pour assurer le développement économique. En effet, la rareté des ressources face aux besoins énormes de financement des pays ainsi que le contexte de mondialisation qui requiert une production à moindre coût pour vendre sur le marché, fait qu'aujourd'hui la gouvernance est devenu un impératif pour la croissance. Ainsi, plusieurs travaux sur la relation entre la croissance économique et la qualité des institutions ont été initiés. La plupart d'entre elles ont montré une relation positive entre la bonne gouvernance et la croissance économique. Une de ces études est celle de Kaufmann et Kraay (2002) qui établit qu'un niveau élevé de gouvernance est nécessaire pour l'augmentation du revenu par habitant.

Certains auteurs comme Beliamoune et al. (2009) ont montré dans leurs résultats, l'impact négatif de la corruption sur la croissance car selon eux elle influence négativement l'investissement privé. Grindle (2004) a souligné que le concept de gouvernance n'est pas si simple ou facile à être lié au développement. Le rôle fondamental de la bonne gouvernance est de contribuer à la lutte contre la corruption et généralement aux facteurs qui sont des obstacles au développement.

Dans leur étude, Campos et Nugent (2000) ont utilisé le PIB comme variable dépendante pour développer des indicateurs de l'Etat de droit et de la stabilité politique. Ils concluent que l'*Autorité de la Loi* et la *Stabilité Politique* sont nécessaires pour assurer des systèmes propres et une assistance juridique solide afin de supprimer les obstacles à l'investissement étranger qui est l'un des facteurs clés qui contribuent à la croissance économique.

La gouvernance est un concept large, ayant plusieurs dimensions avec différentes définitions fournies par des chercheurs ainsi que des institutions de développement comme le PNUD, la Banque mondiale, le FMI et d'autres. Selon le PNUD, la gouvernance est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux.

Des chercheurs ont identifié plusieurs dimensions de la gouvernance dont : l'*Autorité de la Loi* qui se veut que les cadres juridiques soient équitables et les textes juridiques appliqués de façon impartiale, en particulier les lois relatives aux droits de l'homme.

La deuxième dimension est la *Stabilité Politique* dont l'absence est considérée par les économistes comme nuisible à l'économie. Plus l'environnement politique d'un pays est instable, plus il est susceptible d'affecter négativement les politiques micros et macroéconomiques. Les décideurs doivent adapter l'évolution continue de la situation politique de sorte à assurer l'adéquation entre l'environnement dynamique et les objectifs économiques futurs (Mueller, 1982).

Le *Contrôle de la Corruption* est une autre dimension de la bonne gouvernance. La lutte contre la corruption permet d'apporter une aide pour combattre l'abus des fonctions officielles à des fins privées. La corruption est

considérée comme une mauvaise gestion dont les effets sont dévastateurs pour le système économique.

Enfin, une autre dimension de la gouvernance est *Citoyenneté et Responsabilité*. Il est nécessaire que toute société possède des mécanismes permettant d'élever la voix contre les malversations et de demander des comptes aux coupables.

La suite de notre revue de la littérature fait le tour de quatre principales dimensions de la gouvernance et de leur impact sur la croissance économique. Des chercheurs ont mené des études sur ces quatre dimensions, une par une. Nous présentons leurs principales conclusions dans les paragraphes suivants.

Initialement, le lien entre l'*Autorité de la Loi* et la bonne gouvernance est exploré. La bonne gouvernance et l'*Autorité de la Loi* sont des éléments importants du développement. Les gouvernements mettent uniquement l'accent sur l'adoption des lois en vue d'assurer la bonne gouvernance, mais la seule élaboration des lois n'est pas la solution. En fait, assurer la mise en œuvre de ces lois et règlements est plus important (Morita et Zaelke, 2007).

L'*Autorité de la Loi* n'est pas le seul pré requis pour la bonne gouvernance. Celle-ci requiert en outre la transparence ainsi que l'obligation de rendre des comptes dans divers secteurs sous le contrôle du Gouvernement. Des contrôles rigoureux sur le capital humain et financier sont des éléments importants pour assurer la bonne gouvernance (Morita et Zaelke, 2007).

Lane (2010) subdivise l'*Autorité de la Loi* en deux parties, la première étant l'indépendance judiciaire et la seconde étant appelée démocratie constitutionnelle. Plus tard, il relie l'économie à l'*Autorité de la Loi* en général, combinant les deux catégories mentionnées ci-dessus. L'étude conclut que les droits de propriété garantis juridiquement et constitutionnellement sont la clé de l'activité optimale du marché c'est-à-dire plus la protection juridique du monde des affaires est disponible, plus le secteur privé est encouragé à investir et de contribuer ainsi à la croissance.

Pour la *Stabilité Politique*, Zureiqat (2005) a étudié la relation entre les deux variables à savoir la performance économique et l'instabilité politique. Pour mesurer la première variable, le PIB par habitant est utilisé alors que des scores de politique de démocratisation sont utilisés pour déterminer le niveau de l'instabilité politique. En utilisant des données de 25 pays, il conclut de façon empirique qu'il existe une relation négative entre la croissance économique et l'instabilité politique.

De même, Gyimah et al. (1999) ont étudié le lien entre la croissance économique et la *Stabilité Politique* dans les pays les moins avancés (PMA) en particulier dans les pays d'Afrique subsahariens. Dans leurs résultats ils montrent qu'il existe un lien de causalité dans les deux sens entre la croissance économique et la *Stabilité Politique*.

Dans ses travaux, Kirmanoglu (2003) a également examiné la relation entre la *Stabilité Politique* et la

croissance économique en utilisant des tests de causalité de Granger. L'étude a porté sur un échantillon de 19 pays. Dans cette étude le PIB par habitant est utilisé comme proxy de la croissance et un indicateur de la liberté politique comme mesures de base. Cependant, dans ses conclusions il n'y avait pas de relation empirique significative entre la *Stabilité Politique* et la croissance économique dans 14 des 19 pays qui ont été examinés.

Considérant la variable sur le *Contrôle de la Corruption*, certaines études ont montré que cette dernière peut conduire à l'économie productive. En effet, Mauro (1995) a trouvé, sur un échantillon de 67 pays, une relation indirecte entre l'indice de la corruption et les indices de croissance économiques. Ahlin et Pang (2008) dans leur étude sur la base d'un échantillon de 71 pays et ont trouvé une relation négative entre le niveau de la corruption et de l'économie. Dans le même sens, Mo (2001) a utilisé un échantillon de 46 pays et a conclu qu'une augmentation du niveau de corruption de 1% entraîne une diminution de 0,72% de la croissance économique. Les travaux Gyimah-Brempong (2002) qui ont porté sur un panel composé de pays africains mettent en exergue le lien négatif entre la corruption et la croissance économique. Effet, dans leur conclusion, ils montrent que la corruption réduit le capital physique à injecter dans l'économie

La littérature s'opposant aux conclusions ci-dessus concernant la corruption est également disponible. Mauro (1995, 1998), sur la base d'un large échantillon de pays indique que la corruption a un faible effet sur la croissance économique à long terme mais un impact fort et négatif sur les investissements.

Grindle (2010) appelle de façon intéressante le battage médiatique du concept de bonne gouvernance par «l'inflation d'une idée». Sous un autre angle, elle met en doute l'idée selon laquelle la bonne gouvernance est liée positivement à la croissance économique. La base de son argument est la croissance en Chine. L'auteur dit : « la Chine se classerait mal sur la plupart des échelles de la bonne gouvernance, mais il a affiché une croissance et un développement au cours de la dernière décennie. Donc, si la Chine peut prospérer sans une bonne gouvernance, qu'est-ce que cela implique pour le concept de bonne gouvernance en général ? » Li et al. (2000) à partir de leurs travaux sont arrivés à la conclusion que le lien supposé entre la corruption et la croissance dépend du modèle de régression. En effet, sur la base d'un échantillon de 46 pays ils ont constaté qu'avec certains modèles de régression, l'augmentation de la corruption fait baisser l'économie. Toutefois, cette règle n'est observée si on utilise d'autres types de modèle de régression. Mendez et Sepulveda (2006) ont également effectué des recherches sur ce sujet et à partir de leurs résultats, ils ont conclu qu'un faible niveau de corruption est bénéfique pour la croissance économique mais il s'est avéré que la corruption à grande échelle est nuisible.

Glaeser et Saks (2006), dans une tentative de trouver une relation entre la corruption et la croissance économique aux États-Unis d'Amérique, ont conclu qu'une faible relation négative existe entre les deux variables.

Enfin, il est à noter que moins de travaux de recherche sont disponibles sur la dernière dimension de la bonne gouvernance (*Citoyenneté et Responsabilité*) et la relation entre la *Citoyenneté et Responsabilité* et la croissance économique. Henry et al. (1985) ont exploré le lien entre ces variables. Ils ont utilisé un modèle de corrélation pour tester l'hypothèse et ont conclu qu'une relation positive modérée entre la *Citoyenneté et Responsabilité* et la croissance économique est statistiquement visible.

2. METHODOLOGIE

Le but est d'examiner s'il n'existe aucune relation entre les dimensions de la gouvernance et la croissance économique pour le cas du Niger. La période d'étude s'étale sur 10 années (entre 2010 et 2020). La méthode quantitative est adoptée pour cette recherche. Elle permet d'examiner la liaison ainsi que sa force entre les variables

$$(1) \text{Institutions} = \alpha_0 + \alpha_1(\text{Division ethno-linguistique}) + \alpha_2(\text{Part classe moyenne}) + \varepsilon$$

$$(2) \text{Croissance} = \beta_0 + \beta_1 \text{Institutions} + \mu$$

D'où *Institutions* est un vecteur d'indicateurs de bonne gouvernance et *Croissance* désigne le PIB par habitant. Bien que le focus de cette étude soit mis sur l'impact de la gouvernance sur la croissance économique, il est important de reconnaître que la qualité des institutions n'explique pas à elle seule la croissance économique. Il faut donc prendre en compte les sources traditionnelles de croissance en se basant sur les théories de croissance économique.

Les théories de la croissance économique trouvent leur origine dans les contributions de Solow dans les années 50. Les premiers modèles de croissance néoclassiques considéraient deux facteurs de production, le capital et le travail et mettaient l'accent sur l'accumulation du capital comme facteur de croissance. Le modèle de Solow proposé en 1956 constitue le point de départ et la pierre angulaire de beaucoup d'analyses et de modèles proposés par la suite. Plus tard, le modèle de Solow a été enrichi par d'autres facteurs comme le capital humain et le taux d'investissement. Il s'agit des modèles croissance endogène.

En effet, en partant de la fonction de production de type Cobb-Douglas, Mankiw, Romer et Weil (1992) ont montré que la croissance économique ne dépend pas seulement du progrès technique, mais serait également fonction du capital physique et humain, et de l'action judicieuse de l'État, entre autres.

discutées ci-dessus. Pour explorer la relation, deux types d'analyse sont menés : celle liée à la corrélation et l'autre sur la régression.

2.1 Analyse de corrélation

Le coefficient de corrélation de **Spearman** est utilisé pour examiner la relation entre la croissance du PIB et les indicateurs de gouvernance. Le choix de ce type de mesure de corrélation se justifie par le fait que le taux de croissance du PIB est une variable continue et les indicateurs de la gouvernance sont des variables ordinales d'une part, et le faible nombre d'observations d'autre part.

2.2 Analyse de régression

2.2.1 Spécification du modèle

L'analyse de la régression est effectuée sur une spécification basée sur le modèle d'Easterly et al. (2006). Dans leur analyse portant sur la cohésion sociale, les institutions et la croissance, Easterly et al. (2006) ont utilisé les deux modèles suivants leur permettant de vérifier en deux étapes une hypothèse selon laquelle la cohésion sociale conduit à de meilleures institutions, et de meilleures institutions à leur tour conduisent à une croissance plus élevée :

Ainsi, en se basant sur les théories de croissance endogène, notre modèle part de la fonction de production de type Cobb-Douglas à laquelle on intègre des variables de gouvernance. Le modèle de base utilisé pour l'estimation de la relation empirique entre gouvernance et croissance économique se présente comme suit :

$$(3) Y = AK^\alpha L^\beta G^\gamma$$

D'où *Y* désigne le PIB par tête, *K* le facteur capital, *L* la force de travail, *G* les dimensions de la gouvernance, *A* le progrès technique et α, β, γ les paramètres du modèle. Ces derniers s'interprètent comme des élasticités.

La linéarisation de cette équation (3) donne la formule suivante :

$$(4) \log(Y) = \log(A) + \alpha \log(K) + \beta \log(L) + \gamma \log(G)$$

Cette dernière équation constitue notre modèle final. La première d'estimation est le choix des indicateurs de gouvernance à introduire dans l'équation. En effet, les indicateurs de gouvernance sont construits de telle sorte qu'il peut exister un lien entre eux conduisant à un effet de multi-colinéarité. Ce qui peut rendre les estimations biaisées ou inefficaces. Pour franchir cette étape, l'analyse en composantes principales (ACP) est utilisée afin de choisir les variables institutionnelles candidates dans l'estimation de l'équation (4).

2.2.2 Choix des variables

Variable dépendante

La variable dépendante retenue est le PIB par tête à prix constant pris en logarithme (*LGDP*). Celui-ci est l'une des variables couramment utilisées pour prendre en compte la croissance économique.

Variables indépendantes

Les variables indépendantes utilisées dans la présente étude sont l'investissement et la force du travail pris en logarithme auxquels on ajoute des indicateurs de gouvernance.

Les indicateurs de gouvernance

- **Stabilité Politique (PV)** : cette dimension donne une perception de la stabilité de l'environnement politique et de l'absence de violence. Elle mesure le risque de déstabilisation d'un gouvernement par des moyens anticonstitutionnels ou violents.

- **Citoyenneté et Responsabilité (VA)** : elle mesure le degré de la participation des citoyens dans le choix de leur gouvernement, ainsi que le respect de la liberté d'expression, d'association et de la presse.

- **Contrôle de la Corruption (CC)** : cet indicateur renseigne sur les efforts d'un pays en matière de lutte contre la corruption. *CC* mesure le degré d'utilisation des fonctions publiques à des fins privées, y compris la corruption à grande et à petite échelle, ainsi que la prise en « otage » de l'Etat par l'élite ou pour des intérêts privés.

- **Autorité de la Loi (RL)** : elle mesure le degré de confiance des citoyens vis-à-vis des règles sociales et de leur conformité avec ces règles et, en particulier, le respect des contrats, les pouvoirs de la police et des tribunaux, l'indépendance de la justice et la perception de la criminalité et de la violence. C'est en somme un indicateur mesurant l'Etat de droit.

- **Efficacité gouvernementale (GE)** : cet indicateur mesure la qualité de la fonction publique et son indépendance des pressions politiques, la qualité de la formulation de la politique et de la mise en œuvre, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement par rapport aux politiques envisagées.

- **Qualité des réglementations (RQ)** : cette dimension renseigne sur la liberté de fonctionnement des marchés. Elle mesure également la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques et des réglementations saines qui permettent et promouvoir le développement du secteur privé.

Les variables de base

- **Capital physique (INV)** : Le capital physique est le stock d'équipements, d'outils, d'instruments, d'infrastructures et les structures de production de biens et services. L'investissement ou l'accumulation du capital physique est l'un des principaux facteurs déterminants le

niveau de production réel par habitant. L'investissement privé par une firme bénéficie aux autres firmes par effet d'imitation et d'apprentissage (effet d'externalités). Ainsi, l'effet de l'investissement est double sur l'économie : accroît directement la productivité de la firme et indirectement celle de toutes les autres firmes. De son côté, l'investissement public constitué par l'ensemble des infrastructures publiques (transports, télécommunication, éducation, sécurité, etc.) engendre aussi des externalités sur le développement du secteur privé. Selon Ahn et Hemmings (2000), Harris (1999) et De Long et Summers (1992), l'investissement massif par les entreprises dans le capital physique tels que les machines, les équipements, matériels, les outils, ... etc. est considéré comme l'un de moteurs de la croissance et de la production. Cet investissement en quantité et qualité en capital physique accroît la productivité du travail par le renforcement de l'intensité capitalistique.

- Force de travail (LF)

En définition économique simple, la force du travail désigne l'ensemble des travailleurs, autrement dit la population active. Dans la littérature, les marxistes définissent la force de travail comme étant ce que possède le travailleur et qu'il loue à un patron (en échange d'un salaire). En d'autres termes, il s'agit de la force physique qu'un individu possède.

Les économistes classiques (Adam Smith, David Ricardo, Stuart Mill), à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, et Karl Marx (1818-1883) considèrent que seul le travail est productif de richesses, en particulier le travail dans l'industrie.

2.2.3 Sources de données

Les données relatives aux six dimensions de la gouvernance proviennent de *Worldwide Governance Indicators* (WGI) de la Banque mondiale. Kauffman et al. (2010) présentent la méthodologie de construction de ces indicateurs, qui sont considérés comme ayant une grande capacité d'influer positivement l'environnement des affaires et de réduire des risques dans le pays. Chacun de ces indicateurs est pris en rang qui varie de 0 à 100. Les valeurs les plus élevées indiquent que le pays fait des efforts pour la bonne gouvernance relativement aux autres pays par rapport à la dimension en question. En revanche, plus la valeur de l'indicateur est faible, moins bien est la performance du pays concernant cet indicateur.

Les données des autres variables du modèle, à savoir la variable dépendante et les variables de base sont issues de *World Development Indicators* (WDI) de la Banque mondiale. Le tableau en annexe présente les statistiques sommaires de ces variables.

ENCADRE : LES DONNEES SUR LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE MONDIALE

La *Worldwide Governance Indicators* (WGI) est un système d'indicateurs de gouvernance mis en place Kaufmann, Kraay et l'Institut de Banque Mondiale. Le projet a commencé dans les années 1990 et ces auteurs avaient réuni un large ensemble d'indicateurs de gouvernance reposant sur des évaluations d'experts et qui sont publiés chaque année par des groupes de réflexion, des groupes de recherches académiques, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations internationales et par des entreprises. Par la suite, ils les ont répartis suivant six ensembles qui correspondent selon eux aux dimensions de la gouvernance. La construction de ces dimensions utilise des techniques semblables aux analyses factorielles afin d'extraire une dimension commune au sein de chaque groupe d'indicateurs.

La mise à jour des indicateurs s'effectue annuellement à travers des enquêtes auprès des experts, des entreprises du secteur privé, des ONG, des organisations internationales, des *think tanks*. Les personnes interrogées sont généralement des hommes d'affaire, des expatriés, ou des résidents du pays en question. L'avantage majeur de ces données est qu'elles reflètent l'avis d'un grand nombre d'individus, et que les personnes interrogées connaissent relativement bien l'objet qu'elles doivent évaluer.

Les données de ces indicateurs de gouvernance sont disponibles pour 212 pays et territoires de 1996 à nos jours (en excluant 1997, 1999 et 2001)

2.3 Période couverte

La Banque mondiale publie les données de WGI tous les deux ans entre 1996 et 2002, mais à partir de 2003 ces données sont disponibles annuellement. Pour les années 1997, 1999 et 2001, les valeurs des années précédentes sont reconduites. Ainsi notre étude porte sur une période de 19 ans (T=19) constituée par les années 1996 à 2015.

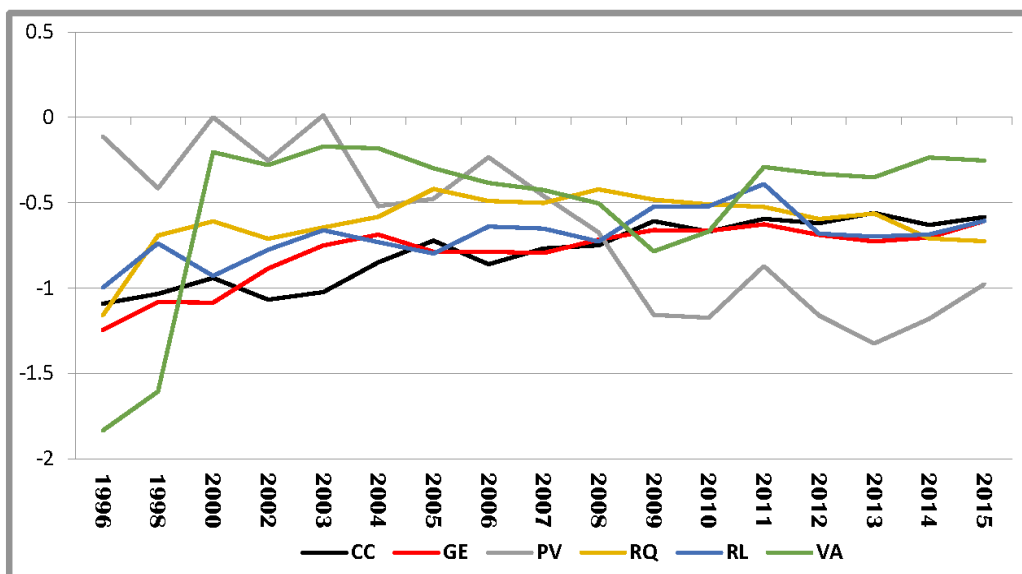
2.4 Analyses empiriques

La méthode utilisée comprend deux volets : l'analyse de la corrélation et l'analyse de la régression entre le niveau du PIB par tête et les dimensions de la gouvernance.

3. ANALYSE DESCRIPTIVE

Le graphique ci-après montre l'évolution des dimensions de la gouvernance pour la période allant de 1996 à 2015. L'analyse révèle que les indicateurs sont à un niveau moins bon sur toute la période car ils ont tous des valeurs inférieures ou égales à zéro (0). Ceci est révélateur d'un environnement caractérisé par une augmentation de la corruption, une défaillance de l'Etat de droit, une relative instabilité politique, une mauvaise qualité des réglementations, et une baisse de l'efficacité de l'administration.

La *stabilité politique* (PV) est mal classée au Niger car d'environ -0,3 en 2002 elle est passée à -1,3 en 2013 avant de remonter à -1 en 2015. La *qualité de la réglementation* (RQ) quant à elle, est en croissance même si elle est timide.



Source: Données compilées à partir de WGI

Graphique 1
Evolution des dimensions de la gouvernance, 1996-2015

Le tableau 1 montre l'évolution des dimensions de la gouvernance sur la durée de l'étude et par intervalle de temps. En moyenne, le *contrôle de la corruption* (CC) et *l'efficacité gouvernementale* (GE) sont les dimensions les moins notées au cours de la période 1996-2015 (respectivement -0,7866 ; -0,79397). La *Citoyenneté et Responsabilité* (VA) est bien classée en moyenne comparée aux autres dimensions car ayant la valeur la plus élevée (-0,29265).

Pour les périodes 1996-2003 et 2004-2011, la *qualité de la réglementation* (RQ) et *citoyenneté et responsabilité* (VA) sont bien classées (respectivement -0,76324 et -0,44208) par rapport aux autres dimensions (CC, GE et PV). La *stabilité politique* (PV) est la dimension de la gouvernance qui est la plus mal classée car ayant la plus petite moyenne (-1,16061) sur la période de 2012 à 2015 et le VA est bien classé (-0,29265).

Tableau 1
Statistiques descriptives sur les dimensions de la gouvernance

	CC	GE	PV	RQ	RL	VA
	1996-2015					
<i>Moyenne</i>	-0,7866	-0,79397	-0,64565	-0,60824	-0,69137	-0,51774
<i>Ecart type</i>	0,186253	0,180095	0,454369	0,172835	0,144548	0,483334
<i>Minimum</i>	-1,09098	-1,24435	-1,32481	-1,15931	-0,99779	-1,83427
<i>Maximum</i>	-0,55981	-0,60729	0,011381	-0,41949	-0,38995	-0,17124
1996-2003						
<i>Moyenne</i>	-1,03135	-1,00919	-0,15359	-0,76324	-0,8203	-0,81889
<i>Ecart type</i>	0,057387	0,192876	0,181023	0,224996	0,138906	0,827428
<i>Minimum</i>	-1,09098	-1,24435	-0,41517	-1,15931	-0,99779	-1,83427
<i>Maximum</i>	-0,94067	-0,74996	0,011381	-0,60883	-0,66123	-0,17124
2004-2011						
<i>Moyenne</i>	-0,72765	-0,71563	-0,69571	-0,49137	-0,62257	-0,44208
<i>Ecart type</i>	0,099938	0,066352	0,342231	0,053213	0,135621	0,20268
<i>Minimum</i>	-0,86061	-0,79426	-1,17365	-0,58195	-0,79791	-0,78442
<i>Maximum</i>	-0,59452	-0,62675	-0,23358	-0,41949	-0,38995	-0,18116
2012-2015						
<i>Moyenne</i>	-0,59855	-0,68163	-1,16061	-0,64823	-0,66779	-0,29265
<i>Ecart type</i>	0,032584	0,052105	0,142429	0,081347	0,041497	0,057028
<i>Minimum</i>	-0,63036	-0,7272	-1,32481	-0,72568	-0,69762	-0,35107
<i>Maximum</i>	-0,55981	-0,60729	-0,97755	-0,56286	-0,60642	-0,23567

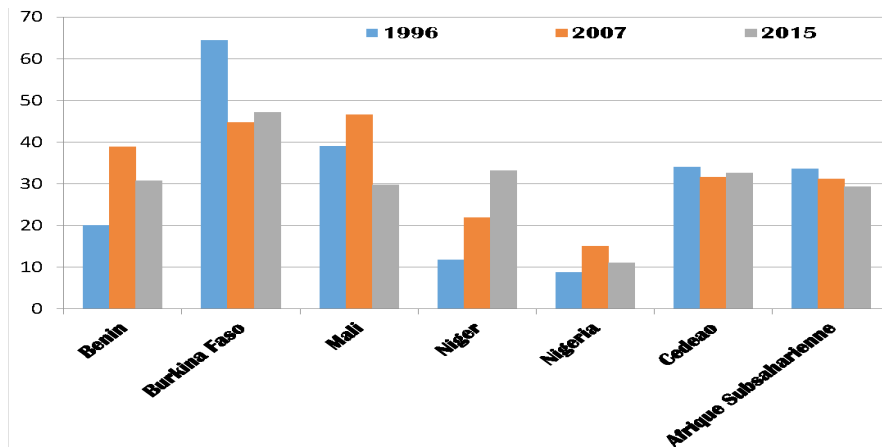
Source: WGI 2016, Calculs de l'auteur

Au niveau régional, l'analyse des différentes dimensions de la gouvernance (Graphique 2) montre que la position du Niger est faible par rapport aux autres pays en 1996 ; ce qui le place en dernière position parmi les pays et très largement en-dessous de la moyenne de la CEDEAO ou encore de l'Afrique Subsaharienne. Cependant, les efforts fournis jusqu'en 2007 font évoluer le rang centile du Niger (de 11 en 1996 à 22 en 2007) jusqu'à dépasser même le rang moyen de la CEDEAO. Mais jusqu'en 2015, des efforts continuent d'être fournis en matière de contrôle de la corruption. Par conséquent, il se place en 2015 en deuxième position parmi ces autres pays derrière le Burkina. Il est ainsi au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne et très largement au-dessus de celle de la CEDEAO.

Lorsque l'on fait une analyse comparative de l'Efficacité Gouvernementale du Niger (graphique 3) avec les autres pays, la CEDEAO et l'Afrique subsaharienne, on constate qu'en 1996 le Niger était le pays le moins classé. Son score est moins élevé que celui de tous les

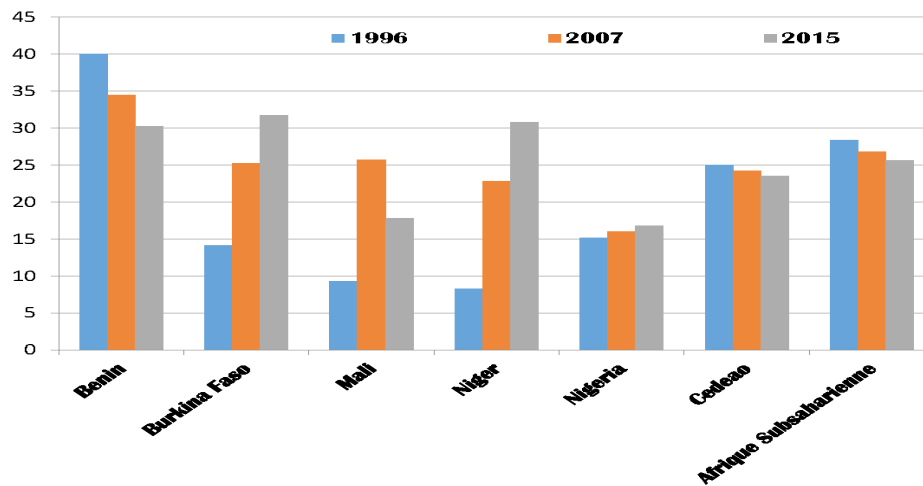
pays de référence, ainsi que la CEDEAO. Mais, le rang centile du Niger a connu des améliorations en 2007 et 2015 et le pays est au-dessus des pays comme le Mali, la CEDEAO et l'Afrique Subsaharienne. En 2007 déjà, il est mieux placé que le Nigéria et en 2015, le Niger est au-dessus de la moyenne de la CEDEAO et de l'Afrique Subsaharienne. Ce qui le place à la deuxième position derrière le Burkina.

Le graphique 4 présente la dimension de la stabilité politique du Niger en comparaison avec celle de certains pays. Le rang centile du Niger s'est dégradé considérablement entre 1996 et 2015. Il passe de 43 en 1996 à 29 en 2007 et 15 en 2015. En 1996, le Niger était au-dessus de la moyenne de la CEDEAO et de l'Afrique subsaharienne ; mais en 2007 déjà, il passe en dessous de la moyenne régionale et se place à la dernière position parmi les pays de référence hormis le Nigéria. En 2015 la situation est encore pire mais devance quand même certains pays comme le Mali et le Nigéria.



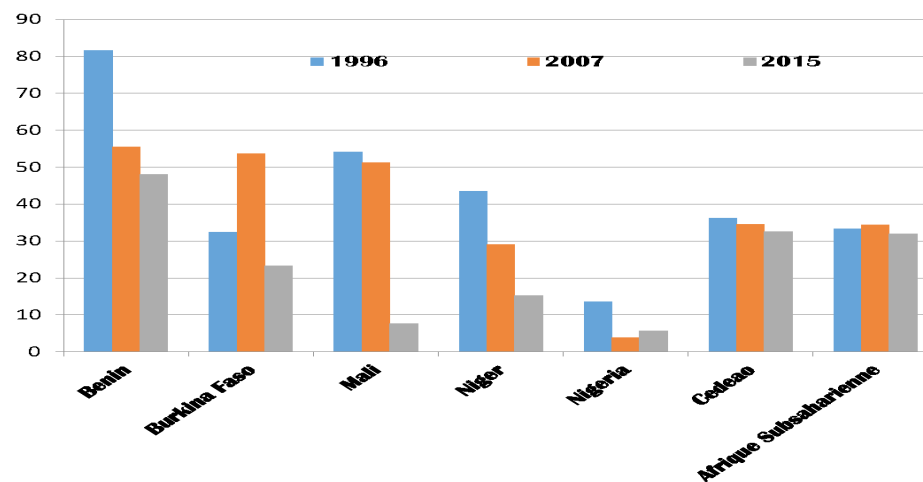
Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Graphique 2
Rang centile du Niger et de certains pays et région benchmark par rapport à la corruption, entre 1996, 2007 et 2015 par période quinquennale



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Graphique 3
Rang centile du Niger de certains pays et région benchmark par rapport à l'efficacité du Gouvernement, entre 2002 et 2015 par période quinquennale

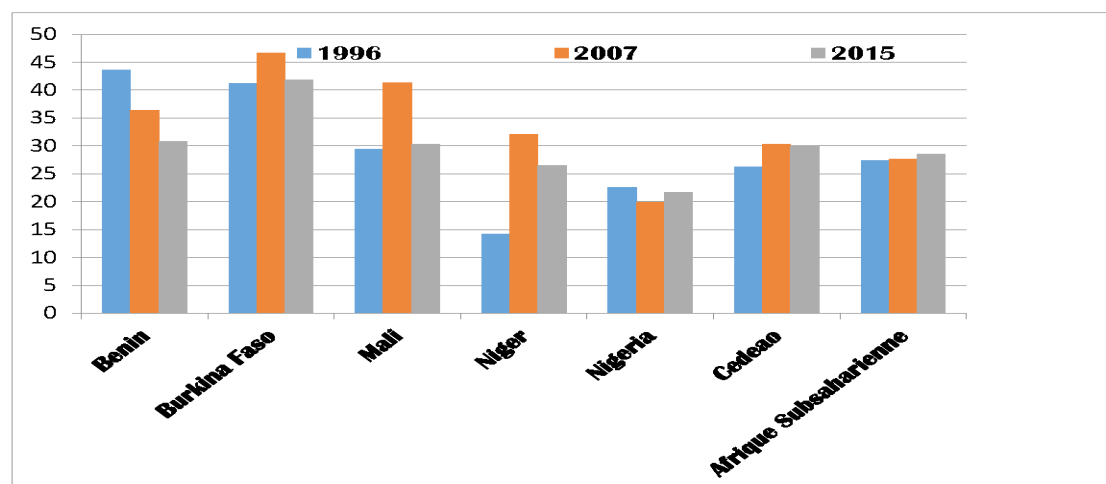


Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Graphique 4
Rang centile du Niger et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la stabilité politique, entre 2002 et 2015 par période quinquennale

Les performances du Niger en matière de qualité de la réglementation (RQ) (graphique 5) ont évolué en dents de scie au cours de la période de référence. De 14 en 1996, le rang centile du pays est allé à 32 en 2007 puis à 26 en

2015. En 1996, le Niger est classé dernier par rapport aux pays. En 2007, il est au-dessus de la moyenne de la CEDEAO et de l'Afrique subsaharienne avant de repasser en-dessous de ces benchmarks en 2015.

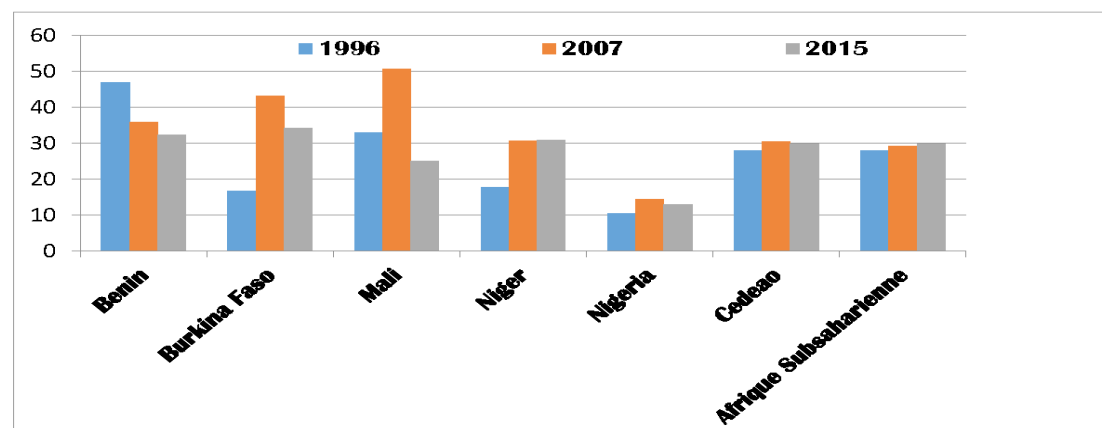


Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Graphique 5
Rang centile du Niger et de certains pays et région benchmark par rapport à la qualité des règlements, entre 2002 et 2015 par période quinquennale

Le graphique 6 renseigne sur le rang centile du Niger comparé aux pays et région benchmark. Son rang centile a évolué entre 1996 et 2007 de 17 à 30 ; il garde son rang de 30 en 2015. Classé devant le

Nigeria et le Burkina en 1996 en matière de d'autorité de la loi, le Niger a vu ses performances évoluées jusqu'à atteindre la moyenne de la CEDEAO et de l'Afrique subsaharienne en 2007 et 2015.

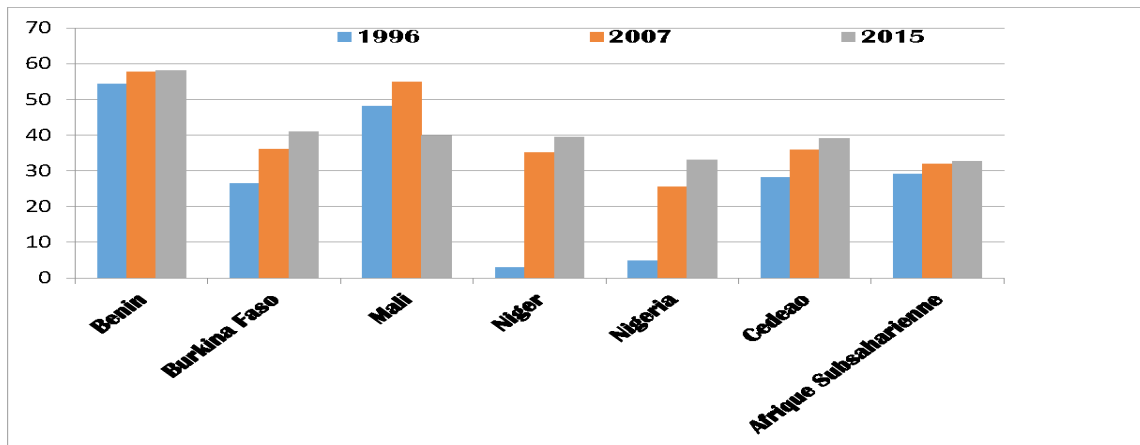


Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Graphique 6
Rang centile du Niger et de certains pays et région benchmark par rapport à l'autorité de la loi, entre 2002 et 2015 par période quinquennale

Le rang du Niger concernant la *citoyenneté et responsabilité* (graphique 7) n'est pas aussi attractif. En 1996, le Niger est dernier parmi les pays benchmarks et tire considérablement la moyenne régionale vers le bas. Cependant, d'énormes efforts sont fournis pour voir

son rang très nettement évolué en 2007 et 2015. Avec un rang allant de 35 en 2007 et 39 en 2015, le Niger devance déjà certains pays comme le Nigeria et dépasse la moyenne de l'Afrique subsaharienne et atteint celle de la CEDEAO.



Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Graphique 7

Rang centile du Niger et de certains pays et régions benchmarks par rapport à la Citoyenneté et Responsabilité, entre 2002 et 2015 par période quinquennale

4. RÉSULTATS DES ANALYSES EMPIRIQUES

Pour répondre aux objectifs de cette étude, deux méthodes statistiques sont utilisées. Il s'agit d'une analyse de corrélation et d'une analyse de régression.

4.1 Analyse de corrélation

Le coefficient de corrélation de Spearman est utilisé pour examiner la relation entre la croissance du PIB et les indicateurs de gouvernance. Le choix de ce type de mesure de corrélation se justifie par le fait que le taux de croissance du PIB est une variable continue et les indicateurs de la gouvernance sont des variables ordinales d'une part, et le faible nombre d'observations d'autre part.

Tableau 2
Corrélation entre les indicateurs de gouvernance et la croissance économique

Indicateurs de gouvernance	Observations	Rho de Spearman	Prob > t
Contrôle de la Corruption (CC)	20	0,0281	0,9092
Efficacité de l'administration (GE)	20	0,1544	0,528
Stabilité Politique (PV)	20	-0,0246	0,9205
Qualité des réglementations (RQ)	20	0,4263	0,0687
Autorité de la Loi (RL)	20	0,1386	0,5715
Citoyenneté et Responsabilité (VA)	20	0,286	0,2353

Source : WGI 2016, Calculs de l'auteur

Dans tous les cas, l'hypothèse nulle est l'absence de corrélation entre l'indicateur de la gouvernance et la croissance économique du pays. Les probabilités de test représentées dans la dernière colonne conduisent ainsi à rejeter cette hypothèse au seuil de 5% (supérieur à toutes

les probabilités de test).

On peut ainsi affirmer l'inexistence d'une corrélation entre la croissance économique du Niger et les dimensions de la gouvernance : la stabilité politique (PV), le contrôle de la corruption (CC), l'autorité de la loi (RQ).

Cependant, au seuil de 10% on pourrait suspecter une corrélation entre la croissance économique du Niger et la qualité de la réglementation. Le signe positif du Rho de Spearman pour cet indicateur induit que les variations des deux phénomènes vont dans le même sens.

4.2 Analyse de régression

En premier lieu, nous avons fait l'ACP sur les indicateurs de gouvernance afin de prendre ceux qui seront présents dans le modèle. Il s'agit de la Stabilité Politique (PV), du contrôle de la corruption (CC) et de l'Autorité de la Loi (RQ) tous pris en rang. Les résultats de cette ACP sont présentés en annexe.

Le modèle ainsi estimé est le suivant :

$$(5) \log(PIBT) = \beta_0 + \beta_1 * \text{LOG}(\text{INV}) + \beta_2 * \text{LOG}(\text{LF}) + \beta_3 * \text{LOG}(\text{VA}) + \beta_4 * \text{LOG}(\text{PV}) + \beta_5 * \text{LOG}(\text{RQ}) + \beta_6 * \text{LOG}(\text{GE}) + \varepsilon$$

Ce modèle est estimé en premier lieu par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Toutefois, le suspect d'une autocorrélation des erreurs conduit à le ré-estimer avec les moindres carrés généralisés (MCG).

Le tableau suivant donne les résultats de l'estimation de ce modèle avec l'estimateur des MCG.

Le tableau ci-dessus présente les résultats de la régression pour l'équation de la croissance économique et les indicateurs de gouvernance retenus. Au vu des seuils de significativité, il s'avère que l'investissement et le contrôle de la corruption (CC) n'impacteraient pas la croissance économique au Niger.

Tableau 3
Les résultats des estimations par la méthode des MCG

Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	9.885336	1.457519	6.782304	0.0000
LOG(INV)	0.000778	0.002415	0.322074	0.7474
LOG(LF)	0.168067	0.100123	1.678597	0.0932
LOG(PV)	-0.060820	0.027305	-2.227424	0.0259
LOG(CC)	-0.047317	0.039036	-1.212137	0.2255
LOG(RQ)	-0.088550	0.038854	-2.279063	0.0227
Mean dependent var	11.85301	S.D. dependent var		0.051963
Sum squared resid	0.012214	Log likelihood		45.06315
Akaike info criterion	-3.906315	Schwarz criterion		-3.607595
Hannan-Quinn criter.	-3.848002	Deviance		0.012214
Deviance statistic	0.000872	Restr. deviance		0.051303
LR statistic	44.80247	Prob(LR statistic)		0.000000
Pearson SSR	0.012214	Pearson statistic		0.000872
Dispersion	0.000872			

La stabilité politique (PV) et la qualité de la réglementation (RQ) sont significatives au seuil de 5%. Ils ont donc un impact sur la croissance économique. Mais vu le signe de leurs coefficients, cet impact serait négatif. Autrement dit, ces deux dimensions constituent un frein important à la croissance. En effet, ce sont des indicateurs très mal maîtrisés au Niger au point qu'ils se dégradent de plus en plus au cours du temps.

5. DISCUSSIONS

Les institutions gouvernementales sont des éléments clés de réussite pour les pays car elle peut stimuler la croissance économique. Le lien entre la croissance économique et les six dimensions de la gouvernance provenant de *Worldwide Governance Indicators* (WGI) a été analysé pour le cas du Niger. L'analyse de corrélation montre qu'aucune relation n'existe entre les dimensions et la croissance économique au Niger.

Cela n'est pas tout à fait quelque chose d'inattendu. Plusieurs résultats relatifs à l'*Autorité de la Loi* et à la *stabilité politique* ne sont pas en cohérence avec la perception générale selon laquelle il existe un lien positif entre l'*Autorité de la Loi* et la croissance économique d'un pays. Parlant des indicateurs de la bonne gouvernance en général, Kaufmann (2010) met en évidence sous un angle différent les principales conclusions de ces données acceptées au niveau mondial : les pays économiquement puissants ne sont pas nécessairement toujours les mieux gouvernés. En partant des données de WGI et en prenant la moyenne des notes des pays du G-20, il rend compte que d'autres pays économiquement faibles se placent à un

rang plus élevé que le rang moyen du G-20 par rapport à l'*Autorité de la Loi*.

En considérant l'équation de régression, l'on observe qu'au Niger l'*Autorité de la Loi* et la *stabilité politique* constituent un frein important à la croissance économique. Par conséquent, assurer un environnement politiquement stable et une plus grande efficacité de l'action gouvernementale devrait constituer l'une des grandes priorités.

Cette étude permet comprendre la relation entre la gouvernance et de la croissance économique au Niger. Il ouvre cependant des pistes de réflexion sur les implications de la bonne gouvernance sur le dividende démographique dans la mesure où le Niger n'a pas encore amorcé sa transition démographique. L'une première piste concerne les actions politiques pouvant être explorées pour répondre au défi que représente la jeunesse et capitaliser sur l'énorme potentiel qu'elle représente pour le pays. La seconde concerne la mise en place et la gestion des filets de protection sociale pour préparer la jeunesse à mieux se prendre en charge dans sa vieillesse.

D'une part, la bonne gouvernance permet d'ouvrir la voie au premier dividende démographique. En effet, la bonne gouvernance suppose l'application des principes vertueux d'administration et de gestion publiques, l'amélioration de l'efficacité gouvernementale, la diminution de la corruption, la promotion de l'Etat de droit, l'application du respect des garanties contractuelles, la responsabilisation publique, etc. Cela réduit ainsi les probabilités de persistance des mauvaises pratiques puisque davantage de responsabilisation signifierait que les auteurs de mauvaises politiques seront tenus de rendre compte de leurs actions, et seraient donc moins enclins à faire des choix de politiques arbitraires. Des secteurs comme l'éducation et la santé bénéficieraient ainsi de meilleures pratiques et d'une amélioration de mise en œuvre de bonne politique. Les politiques économiques visant à créer des emplois seraient mieux orientées et plus efficaces car il y aurait moins de corruption. Des investissements judicieux seraient effectués dans les infrastructures dont le pays a besoin. Les institutions gouvernementales devenant plus efficaces et plus transparentes permettraient d'encourager l'investissement local et étranger. Tout cela crée des conditions favorables à la capture du premier dividende démographique.

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

La présente étude vise à analyser la relation entre la gouvernance et la croissance économique au Niger. En dépit des efforts fournis au Niger depuis les années 2000 pour mettre en œuvre des politiques de stabilité économique et d'ajustement structurel afin d'assurer un développement économique durable, la croissance demeure globalement décevante et la pauvreté reste

endémique. Cette situation a amené l'adoption d'une série de plans de développement dont la Déclaration du Gouvernement en matière de Politique de Population (DGPP). Conscient du fait que la bonne gouvernance est indispensable au renforcement de l'efficacité de l'action gouvernementale et dans la stimulation de l'investissement privé, et par conséquent de la croissance, le Niger a adossé sa stratégie de développement sur la promotion de la bonne gouvernance. L'objet de cette étude découle ainsi de l'intérêt que l'Etat nigérien accorde à la gouvernance. Les résultats devraient contribuer à l'appréciation du lien entre la bonne gouvernance et la croissance économique au Niger. Pour ce faire, nous formulons des recommandations sur la Gouvernance et la croissance économique du Niger Compte tenu de la relation positive qui existe entre les indicateurs de la gouvernance qui sont :

- la Stabilité Politique,
- la Citoyenneté et Responsabilité,
- le Contrôle de la Corruption,
- l'Autorité de la Loi,
- l'Efficacité gouvernementale,
- la Liberté de fonctionnement des marchés et
- la croissance économique

À l'endroit du gouvernement

a) Les institutions gouvernementales sont des éléments clés pour stimuler la croissance économique :

- Veiller à l'indépendance de toutes les institutions de l'Etat

• Respecter les décisions institutionnelles par le non immixtion du politique

b) l'Autorité de la Loi et la stabilité politique constituent un frein important à la croissance économique. Par conséquent on recommande :

- que l'Etat considère comme un axe prioritaire un environnement politiquement stable

- un engagement fort de l'Etat pour assurer une plus grande efficacité de l'action gouvernementale

c) La bonne gouvernance permet d'ouvrir la voie au premier dividende démographique. Par conséquent on recommande de :

- Créer un cadre homogène Institutionnel et juridique pour la jeunesse

- Créer des infrastructures adéquates pour la promotion de la jeunesse

- Préparer des filets de protection sociale pour mieux se prendre en charge dans sa vieillesse.

- Capitaliser l'énorme potentiel que constitue la jeunesse

RÉFÉRENCES

Ahlin, C., & Pang, J. (2008). Are financial development and corruption control substitutes in promoting growth. *Journal of Development Economics*, 86(2), 414-433.

- Campos, N. F., & Nugent, J. B. (2000). Who is afraid of political instability?. *Journal of Development Economics*, 226, 1-29.
- Easterly, W., Ritzan, J., & Woolcock, M. (2006). *Social cohesion, institutions, and growth*. Working Paper No. 94. Center for Global Development, Washington, D.C., USA.
- Glaeser, E. L., & Saks, R. E. (2006). Corruption in America. *Journal of Public Economics*, 90(6), 1053-1072.
- Grindle, M. S. (2004). Good enough governance: Poverty reduction and reform in developing countries. *An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, 17(4), 525-548.
- Grindle, M. S. (2010). *Good governance: The inflation of an idea*. HKS faculty research working paper series, RWP10-023, John F. Kennedy School of Government, Harvard University.
- Gyimah, B., Kwabena, T., & Thomas, L. (1999). Political instability, investment and economic growth in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 8(1), 52-86.
- Henry, W., Chappell, J., & William, R.K. (1985). A new view of political accountability for economic performance. *The American Political Science Review*, 79(1), 10-27.
- Kaufmann and Kraay (2007). "Gouvernance", "Institutions" ou "qualité institutionnelle" sont souvent utilisés d'une façon interchangeable.
- Kaufmann, D. (2010). *Governance matters 2010: Worldwide governance indicators highlight governance successes, Reversals, and Failures*. Brookings Institute.
- Kaufmann, D., & Kraay, A. (2002) *Growth without governance*. World Bank policy research working paper No. 2928, Washington, DC.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). The worldwide governance indicators project: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper*, 5430, 1-29
- Kirmanoglu, H. (2003). *Political freedom and economic well-being: A causality analysis*. International Conference on Policy Modelling. Istanbul, Turkey.
- Lane, J. E. (2010). Good governance: The two meanings of rule of law. *International Journal of Politics and Good Governance*, 1(1), 1-22.
- Li, H., Xu, L. C., & Zou, H. (2000). Corruption, income distribution and growth. *Economics and Politics*, 12(2), 155-185.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681-712.
- Mendez, F., & Sepulveda, F. (2006). Corruption, growth and political regimes: Cross country evidence. *European Journal of Political Economy*, 22, 82-98.
- Mo, P. H. (2001). Corruption and economic growth. *Journal of Comparative Economics*, 29(1), 66-79.
- Morita, S., & Zaelke, D. (2007). *Rule of law, good governance, and sustainable development*. Seventh International Conference on Environmental Compliance and Enforcement.
- Mueller, D. C. (1982). Redistribution, growth, and political stability. *The American Economic Review*, 72(2), 155-159.

OECD (2008). *Gouvernance quelquefois se réfère seulement aux "règles du jeu", alors que quelquefois aussi associée aux résultats de ces jeux* (p.6).

World Bank (1996). *Managing development – The governance Dimension*. Washington.

Zureiqat, H. M. (2005). *Political instability and economic performance: A panel data analysis*. Award Winning Economics Papers, Economics Department, Macalester College.

ANNEXE

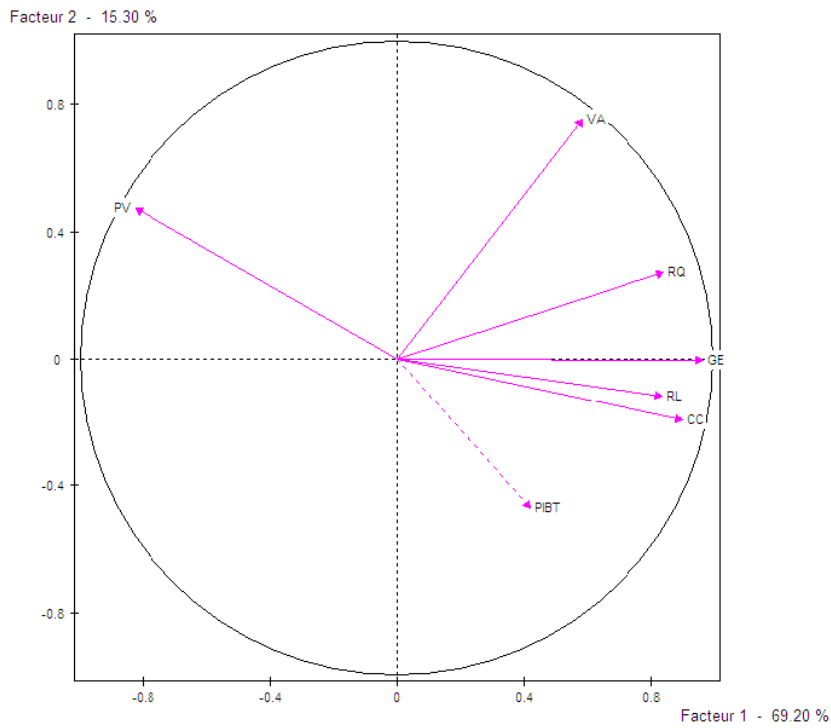


Figure 1
Les résultats de l'ACP